Le pendule latino-américain:
entre réformisme technocratique et néopopulisme

Bernardo Sorj[1]

Introduction

L'Amérique Latine est multiple et nous devons être attentifs à la diversité des réalités nationales. Cela n'exclut pas que ce continent soit parfois balayé par des vents idéologiques, qui affectent les pays de manières diverses, influençant la perception des alternatives possibles et désirables pour leurs sociétés.

A partir des années quatre-vingt, lors de la fin des dictatures militaires, presque tous les pays d'Amérique Latine se sont démocratisés. Les nouvelles démocraties, ainsi que certains pays sous dictature militaire, ont entrepris des réformes économiques s'inspirant des formules élaborées par les agences financières internationales. Ces réformes reflétaient aussi les crises internes que rencontraient ces sociétés nationales, dans lesquelles la lutte distributive avait provoqué des pressions inflationnistes, touchant tout particulièrement les secteurs populaires.

Le modèle centré sur un Etat promoteur du développement économique, disposant du pouvoir discrétionnaire de distribution des ressources publiques et de cooptation des groupes sociaux émergents, semblait arriver à son terme, faisant place à un gouvernement visant a réguler le marché et à développer des politiques publiques orientées par des critères techniques d'allocation des ressources. La capacité de résister à la compétition dans les nouveaux marchés globaux est devenue la condition de survie des entreprises nationales. De plus, la différence entre les partis politiques a commencé à diminuer, l'exercice du pouvoir étant confronté à une limitation de son espace d'innovation et l'impulsion révolutionnaire s'essoufflant suite à la chute du communisme. Les militaires, omniprésents dans l'histoire latino-américaine, ont cessé d'être une présence incontournable dans la vie politique. La société civile est devenue le nouvel acteur émergent initiateur de l'élaboration de nouvelles utopies.[2]

---

[1] Professeur de Sociologie àl'Université Fédérale de Rio de Janeiro et Directeur du Centre Edelstein de Recherches Sociales (www.bernardosorj.com).
2 Voir Bernardo Sorj , *Civil Societies North-South Relations: NGOs and Dependency*. Rio de Janeiro: Centro Edelstein de Pesquisas Sociais, Working Paper 1, 2005 (http://www.centroedelstein.org.br/article/Sorj_Article.pdf).

Cet article défend l'idée que ce mouvement, même s'il reste central, est remis en question par des courants opposés, autoritaires, étatisants et parfois même militarisants. Ces courants reflètent les limitations des nouvelles tendances de modification du cadre social et replacent au centre de la dynamique politique le problème de la **consolidation de la légitimité du régime démocratique** dans la région.[3] Analyser le thème de la légitimité démocratique en Amérique Latine implique de :

1) Se concentrer sur l'analyse des dynamiques actuelles et potentielles qui mettent en danger la stabilité de la démocratie ainsi que sur les limitations des expériences contemporaines de gouvernements engagés dans la consolidation des institutions démocratiques, conjuguant ouverture aux processus de mondialisation, utilisation des ressources visant une diminution de la pauvreté, amélioration de l'offre de biens publics, modernisation des institutions étatiques et lutte contre le patrimonialisme.

2) Réfléchir aux défis que représente la proposition d'un modèle de légitimation - mode de redistribution des richesses, d'intégration symbolique, de représentation politique et de justification du pouvoir-, qui permettrait de consolider les régimes démocratiques de la région, tout en reconnaissant les spécificités de chaque contexte national.

Tendances sociales

Les sociétés latino-américaines du XXème siècle présentent une relation particulière avec la modernité –comprise comme la création d'un cadre institutionnel et culturel capable d'absorber le changement constant des modèles existants d'organisation sociale et de construction de sens par la révolution des systèmes productifs et de communication ainsi que par l'intégration économique, politique et culturelle dans les flux internationaux-. A la différence de l'Europe, la modernité en Amerique Latine n'a pas provoqué, en général, de réaction romantique ou conservatrice, puisque les civilisations précolombiennes ont été détruites et que le passé colonial latino-américain fut habituellement représenté comme un héritage dont il fallait se détacher[4]. D'un autre côté, contrairement aux Etats-Unis, les institutions de la modernité (en particulier, le marché et la démocratie) ne se sont enracinées que de manière partielle dans les Etats nationaux qui, majoritairement, ont gardé une partie de l'héritage colonial caractérisé par des systèmes sociaux très inégalitaires et par une sociabilité et un Etat patrimonialiste.

---

[3] Voir Bernardo Sorj, *La democracia inesperada*. Buenos Aires: Bononiae Libris/Prometeo Libros. 2005

[4] Ceci dit, il est évident que nous ne méconnaissons pas le mouvement indigéniste latino-américain et l'importance –dans certains pays- des structures agraires communales.

La modernité ne s'est pas présentée sur le continent comme un drame (Europe) ni comme un fait naturel (USA) mais plutôt comme une promesse de rédemption face aux difficultés du présent et du passé. La modernité latino-américaine semble être l'aspiration de tous, ce qui rend son ajournement particulièrement frustrant. Cela mène à des tendances volontaristes qui poussent à imaginer que tout dépend simplement de la bonne volonté du gouvernement au pouvoir et/ou de la mauvaise volonté d'un ennemi dont le peuple serait la victime (l'impérialisme, la bourgeoisie, etc.). L'expression politique de ces tendances volontaristes est la propension **inauguraliste** de chaque nouveau gouvernement latino-américain, tant à droite qu'à gauche, à toujours présenter la société comme étant instituée et jamais constituée, comme un monde désirant en permanence le futur et dévalorisant le passé. Cette tendance se reproduit dans tous domaines de la société, tant dans la vie intellectuelle que dans la politique.

L'Amérique Latine se retrouve dans les processus qui traversent les sociétés capitalistes contemporaines, produits des transformations provoquées par la fin du communisme, par les nouveaux développements de la mondialisation, les changements dans les processus productifs et l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces évolutions ont provoqué de profonds changements de la sociabilité, des systèmes institutionnels, des identités collectives et des systèmes politiques qui, d'après la bibliographie sociologique, peuvent être synthétisés en trois grandes tendances qui s'entrecroisent : 1) la dédifférentiation des sous-systèmes sociaux, 2) la désinstitutionalisation des systèmes de valeurs et des formes traditionnelles de représentation, et 3) l'approfondissement de l'individuation.

Par la dédifférentiation des sous-systèmes, nous faisons référence à l'érosion croissante des frontières entre les sous-systèmes sociaux causée par l'interpénétration et la colonisation des sphères du pouvoir (par exemple, l'influence du pouvoir économique sur la recherche scientifique, l'influence judiciaire dans les décisions politiques, l'impact des médias sur la politique ou la présence croissante dans la vie publique de thèmes associés auparavant à la vie privée).

Par la désinstitutionalisation des valeurs et des formes traditionnelles d'identification collective et de représentation politique, nous faisons référence à l'érosion croissante des valeurs constituantes de la modernité et des idéologies dominantes au XXème siècle (famille, travail, patrie, progrès) ainsi qu'aux formes de socialisation et de représentation qui leur sont associées (écoles, conscription universelle, syndicats, partis politiques, idéologies).

Enfin, par l'individuation, nous comprenons la pression mise sur l'individu pour que, dans une culture sans valeurs ni références claires, il définisse, par un effort hyper réflexif, sa place dans le monde, qu'il donne un sens aux situations, qu'il négocie ses relations sociales et développe de manière permanente de nouvelles stratégies de survie.

En Amérique Latine, ces tendances sont surdéterminées par l'héritage d'une forte inégalité sociale, d'une pauvreté extrême et de la permanence de pratiques patrimonialistes. Par conséquent, il ne s'agit pas simplement de processus de désintégration à partir d'une situation antérieure vertueuse (comme c'est le cas de l'expérience européenne), mais bien de l'impact de ces processus dans des sociétés où l'institutionnalisation des valeurs et la différentiation des sous-systèmes sociaux étaient déjà problématiques et où l'individuation était marquée pas la fragilité de l'espace public. Le défi est d'avancer dans la consolidation démocratique, gardant à l'esprit les vents puissants qui soufflent aujourd'hui, fragilisant les efforts de construction de nouvelles institutionnalités, tout en reconnaissant les potentialités qu'ils apportent pour le développement d'une culture démocratique.

La dynamique de dédifférentiation, en Amérique Latine est particulièrement affectée par la corruption généralisée, qui érode le fonctionnement des sous-systèmes sociaux, en particulier l'autonomie du secteur public, favorisant le scepticisme face aux institutions démocratiques et l'exacerbation de la judicialisation du conflit social. Dans les processus de désinstitutionalisation, on distingue la crise du système traditionnel des partis politiques, qui a dominé le XXème siècle dans la majorité des pays ainsi que l'émergence de nouveaux acteurs collectifs développant des demandes fragmentées (ethniques, raciales et pour le droit des minorités). Finalement, sur le thème de l'individuation, on distingue : l'espace occupé par le crime dans la pratique et dans l'imaginaire de groupes de jeunes des quartiers pauvres des grandes villes ; les stratégies de survie dans le secteur informel, qui s'organisent en marge de la règlementation publique ; les nouvelles formes de socialisation des classes moyennes et, en particulier, des élites dirigeantes, dont la formation s'oriente en fonction de paradigmes globaux et présente peu de syntonie avec les demandes et les aspirations populaires.

Nous devons aussi considérer, parallèlement à ces tendances, l'impact politique de processus vertueux d'amélioration des conditions de vie de la population (indices de mortalité, d'éducation, d'infrastructures d'électricité, d'eaux et d'égouts), de la croissance exponentielle tant quantitative que qualitative de l'accès aux systèmes d'information et de communication, de dissémination et d'approbation du discours sur les valeurs humaines comme référence incontestable de la sphère publique.

Les processus politiques

L'histoire des arrangements politiques et idéologiques des démocraties capitalistes peut être interprétée comme la recherche de solutions symboliques et pratiques aux exigences, jusqu'à un certain point antinomiques, des valeurs et des demandes de liberté et d'égalité. Ces valeurs et ces demandes s'expriment, en grande partie mais pas exclusivement, dans l'antinomie entre incitation à l'initiative individuelle et politiques de redistribution de la richesse sociale, entre intervention ou régulation publique et fonctionnement libre des marchés ainsi que, d'un autre point de vue, entre représentation et participation.

Dans l'histoire latino-américaine, les tensions entre ces valeurs s'opposant à des synthèses vertueuses, capables de canaliser le conflit social en arrangements qui renforcent la démocratie et le développement, ont généralement provoqué des oppositions perverses et destructrices du système politique et de l'économie. Pour beaucoup des défenseurs de l'égalité, les institutions démocratiques et le marché représentaient des mécanismes de reproduction des élites et des privilèges. Pour ceux qui valorisaient les libertés individuelles et le marché, l'intervention étatique (que ce soit sous la forme d'entreprises publiques ou de législation du travail) était la source de tous les maux et la participation populaire était génératrice de désordre et d'anarchie.

Bien qu'il s'agisse d'une simplification, qui doit être spécifiée pour chaque moment de l'histoire et pour chaque pays, cette opposition a consolidé une grande famille politique qui s'étend de la gauche traditionnelle au populisme *caudillesque* , favorisant un Etat fortement interventionniste dans l'économie. Cet Etat, qui se nourrit d'une clientèle cooptée par la redistribution des ressources fiscales, doté d'un pouvoir utilisant la mobilisation populaire - généralement dirigée contre les institutions représentatives- en appelant au peuple et à la nation, grâce à un fort contenu symbolique, contre un ennemi externe et/ou interne et dont la dynamique, de forme directe ou indirecte, mène à a la fragilisation, ou même à la destruction totale des institutions démocratiques.

Ce modèle est en train d'être redéfini aujourd'hui par le Chavisme et par Evo Morales, introduisant de nouveaux thèmes et pratiques discursives (p.ex. une politique extérieure agressive pour le premier et l'utilisation de la thématique indigène pour le second), de nouvelles bases sociales et formes de cooptation (les secteurs non intégrés dans l'économie formelle prenant la place des syndicats) ainsi qu'une nouvelle représentation politique (mouvements sociaux dans le cas de Morales et système paramilitaire dans celui de Chavez). En somme, le néopopulisme actuel mobilise les secteurs sociaux qui se sentent exclus des secteurs dynamiques de l'économie mais qui ont absorbé les aspirations et

valeurs de la nouvelle culture démocratique, s'alimentant de la crise de représentation des partis traditionnels et de leur déphasage par rapport à la société et mobilisant de nouvelles formes d'interpellation du peuple.

A partir des années quatre-vingt-dix, une importante innovation dans l'histoire politique latino-américaine a été introduite par les gouvernements de concertation au Chili et de Fernando Henrique Cardoso au Brésil. Au moment où les institutions démocratiques se renforcent, le rôle de l'Etat dans l'économie diminue tandis que celui du marché augmente et des politiques distributives sont développées à partir de critères techniques, au profit des secteurs les plus pauvres de la population.

Ainsi, face au modèle **patrimonialiste–distributionniste-mobilisateur**, se dresse un modèle **démocratique–réformiste-technocratique**. Si les raisons pour rejeter le premier modèle sont évidentes, les limitations du second ne peuvent être ignorées, en particulier mais pas uniquement, en ce qui concerne leur déficit symbolique. Parmi les différents problèmes posés par ce modèle, nous pouvons énumérer :

- Quelles sont les limites raisonnables à la dérégulation du marché du travail au delà desquels surgissent des effets sociaux pervers et quel type de régulation vertueuse des marchés du travail est nécessaire ?
- Quel type d'intégration symbolique (que ce soit du discours politique, de mobilisation sociale, d'organisation des partis politiques ou de politiques culturelles) valorisant les groupes les plus pauvres de la population et se nourrissant de la tradition culturelle tout en la rénovant, est possible dans un horizon réformiste-technocratique ?
- Comment créer une culture citoyenne capable de générer un sentiment d'appartenance qui inclue les groupes les plus pauvres de la population ?
- Quelle est la relation entre mouvements sociaux, société civile, nouvelles formes de participation et construction démocratique ? Quelle est la capacité de ces nouveaux acteurs à modifier le cadre dont ils ont hérité et à éviter les vieilles pratiques clientélistes/assistentialistes.
- Jusqu'à quel point les politiques de *cash transfer*, introduites par ces gouvernements et appuyées par les agences internationales, peuvent-elles mener à la création de nouvelles bases d'appui clientéliste et que faut-il faire pour neutraliser cette possibilité ?
- Dans quelle mesure les politiques de valorisation d'identités collectives (raciales et ethniques) et le pluralisme juridique que ces gouvernements et les agences internationales ont tendance à favoriser (entre autres parce qu'apparemment leur coût économique est infime) peuvent-ils

produire des tensions et des dynamiques antidémocratiques et/ou destructrices du système d'intégration sociale ?

- Quelle est la place des moyens de communication de masse et des nouvelles technologies de l'information dans la consolidation démocratique ?
- Comment renouveler le système des partis et de la participation politique, en tenant compte de la fragmentation sociale, des nouvelles orientations valoratives et des formes de communication ?
- Quelle est la place du nationalisme et de la mémoire collective dans ce type de gouvernement ?
- Comment développer un discours nationaliste qui interpelle le peuple mais qui n'implique pas nécessairement un retour au nationalisme étatisant ?
- Quelle est la place du discours développementaliste quant à la légitimation démocratique dans un contexte de mondialisation ?

La réponse à ces questions ne peut pas se réduire, comme c'est généralement le cas dans les analyses des agences internationales, à l'amélioration de l'efficience des politiques publiques (thème évidement important), mais elle doit s'exprimer par des réponses politiques, notamment par rapport à l'impact des politiques publiques dans la consolidation du régime démocratique. Nous ne pouvons pas oublier que, malgré le fait que l'inégalité sociale et la pauvreté forment un substrat fondamental pour la construction des dynamiques politiques, ce qui détruit les démocraties, ce sont les mouvements et les leaders politiques radicaux, l'expansion incontrôlée de formes de violence organisée, ainsi que les scandales de corruption (le facteur qui a récemment causé la chute de la plupart des gouvernements d'Amérique Latine). Dans ce sens, nous constatons l'existence de processus de durées historiques variables : alors que certaines politiques publiques exigent une longue période de maturation, la société attend des réponses intégratrices à court terme.

Conclusions

La permanence de l'inégalité sociale et de la pauvreté, exacerbée par la révolution des espoirs provoqués par les valeurs démocratiques et par la nouvelle culture de consommation, semble réorienter le pendule latino-américain –même si en ce moment ce n'est pas encore de manière prédominante- dans la direction d'un Etat néopopuliste, notamment par le retour des forces armées dans la sphère politique. La référence à un pendule n'implique pas une vision répétitive de l'histoire. Les sociétés latino-américaines se sont transformées profondément et, comme nous l'avons vu, le retour de l'acteur étatique se fait dans un nouveau contexte sociétal.

Le pendule entre société et Etat, individualisme et solidarité, reflète une oscillation commune à toutes les sociétés capitalistes, mais qui, dans le cas latino-américain, présente une forme plus radicale à cause des problèmes non résolus d'intégration entre les institutions publiques et la société. En Amérique Latine, le drame du pendule est que les gouvernements qui appellent à la mobilisation populaire comme support politique et à la rhétorique xénophobe en général, sont associés à des leaders qui utilisent la mobilisation et l'interpellation directe du peuple pour contourner et parfois détruire les institutions démocratiques. Leur discours oppose les secteurs populaires aux classes moyennes, dévalorise le rôle du marché et créé des fissures sociales qui détruisent la culture démocratique faite de dialogue entre des forces politiques opposées, habituées à vivre ensemble. De leur côté, les groupes politiques engagés dans la consolidation démocratique se montrent en général incapables d'élaborer un discours valorisant les secteurs les plus exclus, d'affronter la corruption et la violence et de mettre en oeuvre des politiques de création d'emploi et d'intégration des secteurs informels de l'économie.

L'apparente antinomie mise en place par les grandes familles politiques du continent a provoqué, au sein de nombreux groupes d'intellectuels en général bien intentionnés, une fascination pour l'appui des secteurs populaires à des leaders politiques qui évitent les compromis réel avec les institutions démocratiques. On retrouve cet appui chez certains intellectuels européens, mais dans ce cas, il s'agit d'irresponsabilité pure de secteurs incapables d'agir sur leurs propres sociétés et qui préfèrent jouer à faire de la géopolitique, construisant des rêves pour les autres, même si, dans la pratique, ces rêves deviennent des cauchemars et que ce sont les peuples qui en paient le prix.

Nous devons prendre de la distance pour comprendre la portée et les limites de l'expérience historique contemporaine de l'Amérique Latine et la nécessité de faire avancer la réflexion vers la création d'institutions démocratiques capables d'assurer une meilleure distribution des richesses et une intégration symbolique et pratique de la population dans les institutions de l'Etat. C'est une pétition de principe, un espoir, que le drame latino-américain, non résolu jusqu'à ce jour, confrontant liberté et solidarité, mette en place un cercle vertueux qui puisse mener à la création de régimes démocratiques stables.